

(A)

(N^o 41.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1885-1884.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1885.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 14779. | Par pétition datée d'Oostvleteren, le 2 novembre 1883,
Le conseil communal d'Oostvleteren réitère sa demande
de construction d'un chemin de fer d'Ypres à Furnes.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.</i> |
| 2. | 14965. | Par pétition datée de Bruges, le 20 septembre 1883,
La Députation permanente du conseil provincial de la
Flandre occidentale demande l'abrogation du para-
graphe 21 de l'article 69 de la loi provinciale et la reprise
par l'État du service du casernement de la gendarmerie.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 3. | 14966. | Par pétition datée de la Louvière, le 2 septembre 1883.
Le sieur Baudalet, dont le fils a été assassiné pendant
l'exercice de ses fonctions militaires, demande une pen-
sion.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 4. | 14967. | Par pétition datée de Bruxelles,
Le sieur Devries demande que la loi interdise aux
administrations communales de prélever, à leur profit, la |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

contribution foncière à laquelle l'État doit renoncer pendant deux ans pour toute construction nouvelle.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.*

5. 14968. Par pétition datée d'Opont, le 15 septembre 1883,
Des membres du conseil communal d'Opont demandent l'adoption du projet de raccordement, aboutissant à Paliseul, du chemin de fer du Grand-Luxembourg à la ligne d'Athus-Meuse.
Même demande de membres des conseils communaux de Fays-les-Veneurs, Paliseul, Jéhonville, Framont.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*
6. 14969. Par pétition datée d'Anvers, le 4 septembre 1883,
Les président et secrétaire de la Société « Volksbe-lang » présentent des observations contre la manière dont le Gouvernement applique la loi sur l'emploi de la langue néerlandaise pour l'enseignement moyen dans la partie flamande du pays.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*
7. 14970. Par pétition datée de Liège, le 19 juillet 1883,
Les président et secrétaire de la Chambre de commerce de Liège demandent que les présentations de candidats aux fonctions de juges consulaires aient lieu dans les mêmes conditions que pour les élections politiques.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*
8. 14972. Par pétition datée de Comblain-au-Pont, le 24 octobre 1883,
Le conseil communal de Comblain-au-Pont demande l'abrogation des dispositions de la loi du 14 mars 1876, sur le domicile de secours, relatives aux fonds commun.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
9. 14973. Par pétition datée de Herve, le 1^{er} octobre 1883,
Le sieur Santkin, ancien instituteur, réclame l'inter-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

vention de la Chambre pour lui faire continuer le secours qui lui a été accordé chaque année depuis 1879.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

10. 44974. Par pétition datée de Thiméon, le 3 novembre 1883,
Le sieur Debry demande une enquête sur la nomination d'un receveur communal à Thiméon.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

11. 44975. Par pétition datée de Merbes-le-Château,
45012. Des commis des accises à Merbes-le-Château demandent une augmentation de traitement.
45020.
45052. Même demande de commis des accises à Binche,
45043. Frasnes-lez-Gosselies, Rance, Belœil, Fleurus, Néchin, Tournai, Thuin, Beaumont, Thimister, Houdeng-Goenies, Treignes, Charleroi, Beauraing, Celles, Givry, Rochefort, Mont-Saint-Guibert, Liège et dans la province de Liège.

Même demande du sieur Rasquin.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

12. 44977. Par pétition datée de Namur,
Des habitants de Namur demandent la suspension immédiate des travaux de construction d'un pensionnat de demoiselles dans cette ville.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

13. 44978. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 novembre 1883,
Le sieur Ronaux demande que la loi du 28 février 1845 soit modifiée ou interprétée de façon que les arrêtés ministériels concernant le personnel des diverses administrations du Département des Finances doivent être publiés au *Moniteur belge*.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

14. 44980. Par pétition datée d'Anvers, le 7 novembre 1883,
Le sieur De Foy demande que les ex-brigadiers de gendarmerie soient compris parmi les électeurs capacitaires de droit.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
15.	44984.

Par pétition datée de Mons, le 11 octobre 1883,

Le sieur Regnier demande à être réintégré dans les fonctions qu'il occupait à la gare de Mons ou à obtenir la restitution des sommes qu'il a versées à la caisse des pensions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

16.	44984.
-----	--------

Par pétition datée de Gand, le 25 octobre 1883,

Des huissiers de l'arrondissement de Gand demandent que l'article 4 du Code de procédure civile soit modifié de façon que tous les huissiers indistinctement aient le droit de faire des citations devant les justices de paix, chacun dans le ressort du ou des cantons de sa résidence.

Même demande d'huissiers des arrondissements de Mons, Liège, Termonde, Louvain, Ypres, Charleroi, Turnhout, Furnes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

17.	44986.
-----	--------

Par pétition datée de Bruxelles, le 12 novembre 1883,

Les président et secrétaire de la Fédération des combattants volontaires de 1830 demandent que les survivants de la catégorie de volontaires des corps-francs soient assimilés, pour la pension, aux décorés de la croix de fer.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

18.	44987.
-----	--------

Par pétition datée de Grammont, le 10 octobre 1883,

Des membres du cercle pédagogique « Licht verplicht », à Grammont, demandent que les traitements des instituteurs communaux soient payés directement par l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

19.	44988.
-----	--------

Par pétition datée d'Assenede, le 10 novembre 1883,

Le sieur Buysse, échevin à Assenede, exerçant les fonctions d'officier du ministère public près le tribunal de simple police de cette localité, demande à être indemnisé de ce chef.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.*

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|---|
| 20. | 14990. | Par pétition datée de Tongres, le 12 novembre 1883,
Le sieur van t' Hof demande la restitution du droit
d'enregistrement qu'il a payé pour l'obtention de la natu-
ralisation ordinaire.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 21. | 14991. | Par pétition datée de Gand, le 12 novembre 1883,
Les président et secrétaire de la Société des combat-
tants volontaires de 1830, à Gand, demandent une loi
accordant une pension viagère à tout combattant volon-
taire de 1830 qui a pris un engagement sans prime et a
été comme tel décoré de la croix commémorative.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 22. | 14992. | Par pétition datée d'Alost, le 12 novembre 1883,
Le sieur Michel, ancien chef de station, admis, pour
cause de maladie, à faire valoir ses droits à la retraite,
demande que dans le règlement de sa pension il soit tenu
compte des faits qui ont altéré sa santé.

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances et
des Travaux Publics.</i> |
| 23 | 14993. | Par pétition datée de Bruges, le 12 novembre 1883,
Les président et secrétaire du club « Straumpaulinck »,
à Bruges, demandent la suppression des exemptions
ecclésiastiques en matière de garde civique.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 24. | 14994. | Par pétition datée de Liège,
Le sieur Van Haeck réclame l'intervention de la Cham-
bre pour obtenir la restitution d'un objet volé et le rem-
boursement de pertes qu'il aurait subies faute de précau-
tions de la part de la police.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 25. | 14995. | Par pétition datée de Liège.
Le sieur Spineux propose des modifications à la loi du
15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 26. | 14996.
15006.
15007. | Par pétition datée de Soignies, le 10 novembre 1883,
Le sieur Bastenier, pensionné civil, prie la Chambre
d'augmenter les pensions civiles. |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| | 15008. | Même demande de pensionnés civils à Menin, Dinant, |
| | 15009. | Chimay, Beaumont, Courtrai, Erquelinnes, Merbes-le- |
| | 15010. | Château, Malines, Bruxelles, Bruges, Verviers, Arlon, |
| | 15058. | Bouillon, Anvers, Waremme, Louvain, Liège, Namur. |
| | | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 27. | 14998. | Par pétition datée de Verviers. |
| | | Les membres de l'Union syndicale de Verviers deman-
dent qu'il soit pris des mesures pour éviter la disette
d'eau dont sont menacées les villes de Verviers, Ensival,
Dison, Hodimont et Dolhain. |
| | | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.</i> |
| 28. | 14999. | Par pétition datée de Bruxelles, le 14 novembre 1883, |
| | | Les président et secrétaire du comité des griefs de la
section bruxelloise du Willems fonds prient la Chambre de
combler les lacunes de la loi du 17 août 1873, réglant l'em-
ploi de la langue néerlandaise en matière répressive, dans le
sens indiqué par la conférence flamande du barreau de Gand. |
| | | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 29. | 15000. | Par pétition datée de Hoboken, le 20 août 1883, |
| | | Des habitants de Hoboken, Anvers, Wilryk et
Hemixem prient la Chambre de donner à la langue néer-
landaise la place qui lui revient devant les tribunaux, dans
l'enseignement public, dans les actes de l'état civil, les
inscriptions sur les monuments, les monnaies, les timbres-
poste, les imprimés, avis, adjudications, affiches, feuilles
officielles, les procès-verbaux, les déclarations des témoins.
Ils demandent, en outre, qu'on n'envoie plus en pays
flamand des fonctionnaires ignorant la langue du peuple. |
| | | Même demande des président et trésorier du « Neder-
duitsche Burgerskring », à Louvain. |
| | | <i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice,
de l'Instruction Publique, de l'Intérieur et des Travaux
Publics.</i> |
| 30. | 15033. | Par pétition datée de Louvain, |
| | 15047. | Des habitants de Louvain prient la Chambre de donner
à la langue néerlandaise la place qui lui revient devant
les tribunaux, dans l'enseignement public, dans les actes
de l'état civil, les inscriptions sur les monuments, les
monnaies, les timbres-poste, les imprimés, avis, adjudi- |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

cations, affiches, feuilles officielles, les procès-verbaux et les déclarations des témoins et qu'on n'envoie plus en pays flamand des fonctionnaires ignorant la langue du peuple. Ils demandent, en outre, l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.

Même demande d'habitants de Wygmael.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice, de l'Instruction Publique, de l'Intérieur et des Travaux Publics.*

31. 15065. Par pétition datée de Bruxelles,
Les délégués des huissiers proposent une modification du tarif des actes de leur ministère.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
32. 15001. Par pétition datée de Bruges,
Des huissiers de l'arrondissement de Bruges demandent que l'article 4 du Code de procédure civile soit modifié de façon que tous les huissiers indistinctement aient le droit de faire des citations devant les justices de paix, chacun dans le ressort du ou des cantons de sa résidence.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
33. 15042. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 novembre 1883,
Des huissiers demandent l'abrogation de l'article 56 du décret du 14 juin 1813.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
34. 15013. Par pétition datée de Verviers,
Des membres de l'Union syndicale de Verviers proposent diverses mesures tendantes à améliorer la service de la poste.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*
35. 15014. Par pétition datée de Nazareth, le 15 novembre 1883,
Le sieur De Raedt, instituteur pensionné, prie la Chambre d'augmenter les pensions des instituteurs pensionnés.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

36.

15015.

Par pétition datée d'Alost, le 16 novembre 1883,

Le sieur Michel, ancien commis à la station d'Alost, mis à la retraite pour cause de maladie, aujourd'hui rétabli, demande à rentrer avec son grade dans un service quelconque de l'État.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

37.

15016.

Par pétition datée d'Anvers, le 15 novembre 1883,

La veuve Verdonck se plaint de l'incorporation de son fils Henri, son unique soutien.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

38.

15019.

Par pétition datée de Namur, le 14 novembre 1883,

15062.

Les vice président et secrétaire de l'Union libérale, à Namur, demandent la substitution du poll à l'appel nominal dans les élections.

Même demande du conseil communal de Saint-Gilles.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

39.

15063.

Par pétition datée d'Ixelles, le 28 novembre 1883,

Le conseil communal d'Ixelles demande que le poll soit substitué au scrutin, dans les élections, et que celles-ci aient lieu le dimanche.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

40.

14983.

Par pétition datée de Hoboken, le 20 août 1883,

15059.

Des habitants de Hoboken, Anvers, Wilryk et Hemixem demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.

Même demande d'habitants de Louvain, Hingene.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Guerre.

41.

15021.

Par pétition datée d'Offagne, le 13 septembre 1883,

Des membres du conseil communal d'Offagne demandent l'adoption du projet de raccordement, aboutissant à Paliseul, du chemin de fer du Grand-Luxembourg à la ligne d'Athus-Meuse.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|---|
| 42. | 15022. | <p>Par pétition datée de Walcourt, le 19 novembre 1883,</p> <p>Le sieur Minoute, à Walcourt, demande que le train de Walcourt à Florennes, de 12 heures 50 minutes après midi, parte avant le train allant vers Charleroi, à 12 heures 40 minutes.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 43. | 15023. | <p>Par pétition datée de Profondeville, le 11 novembre 1883,</p> <p>Des habitants de Profondeville et de Lustin se plaignent de la préférence accordée par l'administration des chemins de fer de l'État aux bois étrangers et demandent que des pièces de bois de provenance belge et d'autres de provenance étrangère soient soumises à l'essai de la traction, pour juger de leur force comparative.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 44. | 15027. | <p>Par pétition datée de Saint-André, le 18 novembre 1883,</p> <p>Le conseil communal de Saint-André demande que le siège de la justice de paix du canton de Dalhem soit maintenu dans cette dernière localité.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 45. | 15028. | <p>Par pétition datée de Sugny, le 18 novembre 1883,</p> <p>Le sieur Radelet, à Sugny, se plaint des procédés d'un échevin de cette commune en matière d'inscription sur les listes des électeurs capacitaires.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 46. | 15029. | <p>Par pétition datée de Verviers, le 29 novembre 1883,</p> <p>La dame Lantin, veuve Hoffmann, demande que la décision par laquelle son fils Philippe Hoffmann est privé de l'indemnité de rémunération accordée aux miliciens sous les drapeaux, soit rapportée.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 47. | 15030. | <p>Par pétition datée de Malines, le 20 novembre 1883,</p> <p>Le sieur De Belder, réclame l'intervention de la Cham-</p> |

Números du feuilleton.	Números du registre des pétitions.
------------------------------	--

bre pour obtenir l'indemnité supplémentaire qui lui serait due du chef d'une emprise faite par le Gouvernement sur sa propriété, à la suite de modifications apportées aux plans primitifs du fort de Waelhem.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

48. 15035. Par pétition datée de Tohogne, le 22 novembre 1883,
Le sieur Bontemps, conseiller communal à Tohogne, se plaint de l'inscription sur la liste des indigents, d'élèves dont les parents ont les moyens de payer.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

49. 15036. Par pétition datée de Bierbeek, le 21 novembre 1883,
Des habitants de Bierbeek présentent des observations contre l'érection de la commune de Haasrode.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

50. 15037. Par pétition datée de Pepinster, le 20 novembre 1883,
Des signaleurs, à Pepinster, se plaignent de la suppression du jour de repos mensuel qui leur était accordé précédemment.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

51. 15038. Par pétition datée de Kessel (Anvers), le 20 novembre 1883,
Le conseil communal et des habitants de Kessel demandent le placement d'un tablier sur le pont établi sur la Grande-Nèthe, à l'endroit dit « Boekt. »

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

52. 15041. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 novembre 1883,
Le sieur De Lecner prie la Chambre de voter une loi réglant d'une manière sévère la vente et l'achat des pistolets.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

53. 15044. Par pétition datée de Sugny, le 22 novembre 1883,
Des habitants de Sugny se plaignent des agissements du collègue échevinal de cette commune en matière d'inscription sur les listes des électeurs capacitaires.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 54. | 15045. | Par pétition datée de Malonne, le 2 novembre 1885.
Des habitants de Malonne demandent que le vote pour les élections provinciales ait lieu dans chaque commune.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 55. | 15046. | Par pétition datée d'Anvers, le 24 novembre 1885,
Le sieur Cauderlier demande la suppression de la solde des ouvriers tailleurs et cordonniers de l'armée, ou la mise en adjudication des fournitures militaires.
DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et des Finances.</i> |
| 56. | 15051. | Par pétition datée de Lille,
Le sieur Janssens, ancien combattant de 1830, demande à participer au subside alloué pour les anciens combattants de 1830.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 57. | 15056. | Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 26 novembre 1885,
Le sieur Vermeulen, à Saint-Nicolas, demande l'érection, dans cette ville, d'une ferme modèle et d'une linière.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 58. | 15057. | Par pétition datée de Laroche,
Les sieurs Adam et Manigart, facteurs ruraux à Laroche, demandent à bénéficier de l'arrêté royal du 15 juin 1885 relatif aux facteurs.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i> |
| 59. | 15059. | Par pétition datée de Moignelée, le 25 novembre 1885,
Des habitants de Moignelée, qui n'ont pu se procurer en temps utile les certificats scolaires et les extraits de naissance exigés par la loi du 24 août 1885, demandent l'institution d'un nouvel examen électoral en janvier 1884.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 60. | 15060. | Par pétition datée de Masbourg, le 27 novembre 1885,
Le sieur Sokay demande que l'indemnité allouée pour le dernier recensement agricole soit payée aux agents recenseurs.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 61. | 15061. | Par pétition datée de Vollezeele, le 28 novembre 1885,
Le sieur Deboe, porteur de contraintes, demande une
augmentation de traitement.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 62. | 15066. | Par pétition datée de Keyem, le 28 novembre 1885,
Des membres du conseil communal de Keyem se plai-
gnent de n'être point portés sur la liste des électeurs capa-
citaires de droit et présentent des observations contre un
cumul exercé, contrairement à la loi, par le bourgmestre
de cette commune.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 63. | 15067. | Par pétition datée de Genappe, le 24 novembre 1885,
Le sieur Potty réclame l'intervention de la Chambre
pour qu'un secours quotidien soit accordé à un aveugle
obligé de demander l'aumône.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
-